



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 05/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MICHELIN

6 rue du Xay
BP 69
88192 Golbey

Références : S-23-1002RP

Code AIOT : 0006202271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2023 dans l'établissement MICHELIN implanté 6 rue du Xay BP 69 88190 Golbey. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICHELIN
- 6 rue du Xay BP 69 88190 Golbey
- Code AIOT : 0006202271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise Michelin à Golbey est spécialisée dans la fabrication d'armature des pneumatiques.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Gestion raisonnée et protection de la ressource en eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
3	Installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
5	Déclaration Annuelle	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet
6	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enjeux de gestion raisonnée et protection de la ressource en eau sont pris en considération par l'entreprise Michelin, l'inspection des installations classées estime que la réglementation est respectée, dans la mesure où la visite n'a pas révélé de non-conformité.

Il ressort de cette visite que les prescriptions réglementaires imposées à l'exploitant ne sont plus adaptées au regard des enjeux environnementaux notamment en période de sécheresse. En conséquence, l'inspection des installations classées proposera prochainement à Madame la Préfète des Vosges d'actualiser les prescriptions se rapportant aux prélèvements d'eau et aux rejets en sortie de la station d'épuration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le schéma de tous les réseaux et un plan des égouts régulièrement mis à jour. Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence et accès aux points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillon et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). (...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de rejet est aménagé afin de permettre les prélèvements d'eau dans de bonnes conditions, cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Entretien et suivi des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement (...) sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont mesurés périodiquement et pour certains en continu. Les résultats de ces mesures sont informatisés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>
Constats : L'exploitant respecte en concentration et en flux les valeurs limites d'émissions. Cette prescription est respectée. L'autosurveillance des rejets aqueux est réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2293/2012 du 20 novembre 2012 modifié. Au regard des résultats et du milieu récepteur " La Moselle ", il est nécessaire d'adapter les prescriptions réglementaires. Après consultation de l'exploitant, l'inspection des installations classées va proposer à Madame la Préfète dans les prochains mois un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin de réglementer, les prélèvements d'eau et les rejets aqueux de l'installation en spécifiant également les prescriptions à respecter en période de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration Annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Complétude de la déclaration GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : <ul style="list-style-type: none">- les émissions (...) dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II (...) dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe (...);- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret (...). Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : L'exploitant a déclaré ses émissions de l'année 2022 dans l'outil GERE le 14 mars 2023 et l'inspection des installations classées a validé la déclaration le 14 avril 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p>
Constats : Les prélèvements d'eau sont réalisés : <ul style="list-style-type: none">- dans la Moselle par l'intermédiaire du réseau de distribution SUEZ (maxi autorisé 350 000 m3/an) ;- dans le réseau public (maxi autorisé: 6 200m3/an). <p>En 2022, les prélèvements ont été respectés. En moyenne, les prélèvements journaliers dans la Moselle ont été de 908m3/j (334 701 m3 en 2022) et 3 074 m3 ont été prélevés sur le réseau public en 2022. L'exploitant doit proposer sous 4 mois à l'inspection des installations classées les évolutions possibles en terme de réduction de la consommation d'eau en tenant compte du milieu de prélèvement et du niveau d'alerte en cas de sécheresse. L'inspection va ensuite proposer à l'autorité préfectorale d'actualiser les prélèvements d'eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet